

(N° 380)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 JUILLET 1923.

Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Les lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, relatives aux impôts sur les revenus, ont attribué aux provinces et aux communes, des parts déterminées dans le produit des impôts cédulaires, et l'article 83 de ces lois stipulait qu'il ne pouvait être établi ni perçu des additionnels provinciaux ou communaux, ni des taxes similaires sur la base ou sur le montant desdits impôts cédulaires et de la supertaxe.

Cependant, les parts susvisées ayant été reconnues insuffisantes pour la plupart des communes, l'article 2 de la loi du 16 juillet 1922 a dérogé provisoirement à l'article 83 précité en autorisant le Gouvernement à permettre aux communes d'établir, *pour chacun des exercices 1922 et 1923*, les additionnels ou taxes dont la nature et le taux maximum sont indiqués ci-après :

- | | |
|--|----|
| 1° Additionnels à la contribution foncière. | 40 |
| 2° Additionnels à la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis en Belgique. | 50 |
| 3° Additionnels à la taxe professionnelle sur les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales, agricoles et sur les profits des professions libérales, charges ou offices, ainsi que de toutes occupations lucratives, autres que les susdites exploitations (à l'exclusion des revenus réalisés et imposés à l'étranger ou dans la Colonie) | 50 |
| 4° Taxe spéciale sur les traitements, salaires et pensions des personnes habitant le territoire de la commune (limitée au quart de la taxe professionnelle afférente à ces revenus). | |

La même disposition permet en outre, aux provinces d'établir, *pour chacun des exercices envisagés*, au maximum 10 centimes additionnels à la contribution foncière.

La plupart des communes et certaines provinces ont épuisé les droits de taxation qui leur ont été conférés par la loi précitée. Toutefois, comme les opérations relatives à l'assiette des impôts sur les revenus de 1922 ne sont pas terminées, il n'est pas possible de supputer les ressources résultant de la perception des additionnels et taxes susvisés.

Sans doute, on peut en escompter un rendement important si l'on considère que l'exercice 1921 accuse déjà, par rapport à son devancier, un accroissement d'impôts de 200 millions de francs, encore que le travail de taxation soit loin d'être terminé. Il est cependant incontestable que la situation financière d'un grand nombre de communes est restée précaire et que les mesures spéciales votées pour 1922 et 1923 seront vraisemblablement insuffisantes pour permettre à la plupart d'entre elles et à certaines provinces d'obtenir leur équilibre budgétaire.

Dès lors, et afin de ne pas entraver la confection des budgets provinciaux et communaux de 1924 — qui doivent être déposés et votés dans les délais fixés par la loi — le Gouvernement a l'honneur de vous soumettre un projet de loi dont l'article premier tend à proroger *d'un an* les dispositions faisant l'objet de l'article 2 de la loi du 16 juillet 1922 précitée. Cette prorogation permettra de faire face aux nécessités immédiates.

Dans quelques mois, des indications certaines pourront être obtenues quant au rendement réel des additionnels de 1922 et il sera alors possible de proposer des mesures définitives.

Il semble utile de réaliser à cette occasion une simplification d'ordre administratif en n'exigeant plus l'approbation royale pour l'établissement des additionnels communaux aux impôts susmentionnés *lorsque leur taux n'excède pas 25*. L'approbation de la Députation permanente serait suffisante en l'occurrence, ainsi que le permettait déjà l'article 76, 5°, de la loi communale, modifié par l'article 2 de la loi du 30 juin 1865.

L'article 2 du projet d'autre part a pour but de solutionner deux autres questions qui intéressent également la fiscalité provinciale et communale.

L'article 14, 4°, de la loi du 10 avril 1841, pourvoyait notamment aux dépenses des chemins vicinaux, au moyen d'additionnels spéciaux au principal des contributions, patentes comprises, établies dans les communes dont les revenus ordinaires étaient insuffisants.

Mais la législation relative aux impôts sur les revenus ne permet, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, que l'établissement temporaire d'additionnels, en nombre limité, à certains impôts cédulaires.

A raison de leurs besoins considérables, des administrations communales se sont trouvées dans l'obligation de récupérer les dépenses d'entretien des chemins vicinaux, ainsi que les charges occasionnées par les services se rattachant à la voirie (pavage, nettoyage, éclairage des rues, égouts, etc.), au moyen de taxes spéciales qu'elles ont généralement établies d'après une des bases ci-après :

- a) Mètre courant ou mètre carré de façade ;
- b) Mètre carré de superficie ;
- c) Mètre cube des propriétés ;

d) Mètre courant de façade et nombre d'étages, pour les propriétés riveraines des artères publiques ;

e) Mètre courant des terrains à front de rue ou autres voies de communication.

Les règlements relatifs à ces impositions rangent souvent les artères publiques en plusieurs catégories, selon leur situation ou leur degré de fréquentation ; conformément à la jurisprudence administrative sur la matière, *ils limitent les taxes dont il s'agit au dixième du revenu cadastral des immeubles occupés.*

L'établissement desdites taxes nécessite, principalement dans les grands centres, un travail considérable et coûteux, à raison notamment de l'obligation pour les agents préposés à cet effet, de procéder au mesurage des immeubles, de tenir les écritures au courant avec les changements survenus dans les redevables ou les propriétés et de s'assurer de ce que les cotisations dérivées de leurs opérations n'excèdent pas le dixième du revenu cadastral.

Afin de remédier à ces inconvénients, le Gouvernement a chargé les services compétents d'examiner s'il ne serait pas possible de réduire l'importance de ce travail, par l'adoption de bases de perception aussi simples que possible. L'idée de couvrir les dépenses et charges susvisées, par le prélèvement d'additionnels spéciaux a été écartée, cette mesure devant avoir pour effet de frapper, spécialement dans les régions où le système des divisions de cotes foncières est peu ou pas appliqué, les personnes étrangères à la commune, qui n'y profitent généralement pas des services publics envisagés.

La répartition des dépenses de la voirie entre tous les habitants de la commune, au prorata du revenu cadastral des immeubles qu'ils occupent, apparaît comme la solution la plus équitable. Du moment où on la limite au dixième du revenu précité, aucun abus n'est à craindre dans l'espèce.

C'est dans ce sens qu'est conçu l'article 2 du projet qui tend aussi à régler la question des taxes communales sur le bétail.

Ces impositions présentant des inconvénients par le fait notamment qu'elles avantagent outre mesure les communes qui sont le siège d'exploitations agricoles s'étendant sur plusieurs communes, il semble préférable de les remplacer par une taxe spéciale — *limitée au vingtième du revenu cadastral* — sur les terres affectées à l'exploitation agricole, maraîchère et forestière ainsi que sur les parcs et jardins d'agrément ou autres dont l'étendue dépasse 10 ares.

L'adoption en l'espèce d'une quotité inférieure à la limitation prévue ci-dessus pour les propriétés bâties se justifie par la situation particulière de la plupart des exploitations agricoles qui, à raison de leur dissémination au milieu des campagnes, à une certaine distance des agglomérations bâties, bénéficient dans une bien moindre mesure que celles-ci, des services urbains proprement dits, qui occasionnent des dépenses souvent très élevées (frais de pavage, de nettoyage et d'éclairage des rues, d'entretien d'égouts, etc.).

Comme conséquence à l'article 2, l'article 3 prévoit que les taxes sur le bétail seront supprimées à partir de l'exercice 1923.

Le Gouvernement croit devoir insister sur l'utilité que présenterait le vote immédiat de ce projet, de manière à assurer, dès l'année courante, une répartition

plus équitable des dépenses de voirie ainsi qu'une réduction sensible des frais d'établissement des taxes compensatoires de ces dépenses.

Il va de soi que, comme par le passé, le recours à ce moyen fiscal ne pourrait être admis que si les communes justifiaient de besoins financiers réels et de l'impossibilité pour elles de trouver des ressources suffisantes dans les impôts ordinaires et les additionnels votés au principal de ces impôts. Encore ceux-ci seront-ils subordonnés à d'impérieuses nécessités budgétaires.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,
PAUL BERRYER.

(N^o 380)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 JULI 1923.

Ontwerp van wet betreffende het provinciaal en gemeentelijk belastingwezen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De geordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920, betreffende de belastingen op de inkomsten, hebben aan de provinciën en aan de gemeenten bepaalde aandeelen toegekend in de opbrengst der cedulaire belastingen en artikel 83 dezer wetten bedong dat op den grondslag of op het bedrag der gezegde cedulaire belastingen of supertaxe noch opcentiemen ten bate van provincie of gemeente, noch soortgelijke belastingen mogen gelegd of geheven worden.

Daar nochtans bewuste aandeelen voor het meerendeel der gemeenten ontoereikend bevonden werden, week artikel 2 der wet van 16 Juli 1922 van vorenvermeld artikel 83 voorloopig af door de Regeering te machtigen aan de gemeenten toe te laten, *voor elk der dienstjaren 1922 en 1923*, opcentiemen of taxes te vestigen waarvan de aard en het maximum bedrag hierna aangeduid zijn :

- | | |
|---|----|
| 1° Opcentiemen op de grondbelasting | 40 |
| 2° Opcentiemen op de belasting op roerende zaken geheven van de inkomsten der in België aangewende kapitalen | 50 |
| 3° Opcentiemen op de bedrijfsbelasting, op de winsten van de nijverheids-, handels- of landbouwbedrijven en op de winsten van de vrije beroepen, van de bedieningen of ambten, alsmede van alle andere winstgevendende betrekkingen dan voormelde bedrijven (ter uitsluiting van de in het buitenland of in de Colonie behaalde en belaste winsten) | 50 |
| 4° Bijzondere taxe op de jaarwedden, loonen en pensioenen der personen die het grondgebied der gemeente bewonen (beperkt tot het vierde der bedrijfsbelasting in verband met deze inkomsten). | |

Dezelfde bepaling machtigt daarenboven de provinciën, *voor elk der beschouwde dienstjaren*, ten hoogste 10 opcentiemen te vestigen op de grondbelasting.

Het meerendeel van de gemeenten en sommige provinciën hebben van de haar bij vorenvermelde wet verleende machtiging tot heffing van taxes tot het maximum bedrag gebruik gemaakt. Daar de verrichtingen betreffende de zetting der belastingen op de inkomsten over 1922 nog niet gansch voltrokken zijn, is het niet mogelijk de opbrengst van de heffing van vorenbedoelde opcentiemen en taxes te ramen.

Ongetwijfeld mag men daarvan eene aanzienlijke opbrengst verhoppen indien men in aanmerking neemt dat het dienstjaar 1921, vergeleken met het vorige, reeds eene vermeerdering van 200 miljoen aanwijst, niettegenstaande dat de aanslagverrichtingen nog lang niet voltrokken zijn. Het kan nochtans niet geloofwaardig worden dat menige gemeente in eenen neteligen financieelen toestand blijft verkeerden en dat de voor 1922 en 1923 goedgekeurde bijzondere maatregelen ontoereikend zullen zijn om aan het meerendeel ervan en aan sommige provinciën toe te laten hare begrooting in evenwicht te houden.

Dienvolgens, en ten einde het opmaken der provincie- en gemeentebegrotingen over 1924 — dewelke binnen de bij de wet vastgestelde tijdsbestekken moeten neergelegd en gestemd worden — niet te belemmeren, heeft de Regeering de eer U een wetsontwerp voor te leggen waarvan artikel 1 ten doel heeft de bepalingen van artikel 2 van vorenvermelde wet van 16 Juli 1922 met *een jaar* te verlengen. Deze verlenging zal toelaten in de onmiddellijke behoeften te voorzien. Binnen enkele maanden zullen vaste aanwijzingen kunnen bekomen worden nopens de werkelijke opbrengst der opcentiemen over 1922 en alsdan zal het mogelijk zijn definitieve maatregelen voor te stellen.

Het ware nuttig te dier gelegenheid eene vereenvoudiging van bestuurlijken aard te bewerkstelligen door de koninklijke goedkeuring niet meer te vereischen tot het vestigen van gemeenteopcentiemen op vorenvermelde belastingen, wanneer *hun aantal 25 niet te boven gaat*. Terzake zou de goedkeuring der bestendige deputatie volstaan, zooals zulks reeds toegelaten was bij art. 76, 5^o der gemeentewet, gewijzigd bij art. 2 der wet van 30 Juni 1865.

Artikel 2 van het ontwerp heeft anderdeels ten doel twee andere vraagstukken op te lossen welke insgelijks het provinciaal en gemeentelijk belastingwezen aanbelangen.

Artikel 14, 4^o, der wet van 10 April 1844 voorzag namelijk in de uitgaven der buurtwegen door middel van bijzondere opcentiemen op de hoofdsom der belastingen, patent inbegrepen, gevestigd in de gemeenten wier gewone inkomsten ontoereikend waren.

Maar de wetgeving betreffende de belastingen op de inkomsten veroorlooft, zooals hiervoren voorzien wordt, enkel het tijdelijk vestigen van opcentiemen, in beperkt getal, op sommige cedulaire belastingen.

Uit hoofde van hunne aanzienlijke behoeften, werden sommige gemeentebesturen genoopt in de kosten van onderhoud der buurtwegen alsmede in de lasten veroorzaakt door de diensten behoorende bij de wegenis (bestrating, schoonmaking, verlichting der straten, riolen, enz.), te voorzien door middel van bijzondere taxes welke zij over 't algemeen naar een der volgende grondslagen gevestigd hebben :

- a) Strekkende meter of vierkanten meter voorgevel ;

- b) Vierkante meter oppervlakte;
- c) Kubieke meter der eigendommen;
- d) Strekkende meter voorgevel en aantal verdiepingen, voor de langs de openbare verkeerswegen gelegen eigendommen;
- e) Strekkende meter der tegen de straat of andere verkeerswegen gelegen gronden.

De reglementen betreffende deze aanslagen rangschikken de openbare verkeerswegen dikwijls in verschillende categorieën volgens hunne ligging of de drukte van het verkeer; overeenkomstig de terzake geldende bestuurlijke rechtspraak *beperken zij bewuste taxes tot één tiende van het kadastraal inkomen der gebruikte eigendommen.*

De vestiging van gezegde taxes vergt, hoofdzakelijk in de groote centra, eenen aanzienlijken en kostbaren arbeid, daar de daartoe aangestelde agenten verplicht zijn de onroerende goederen te meten, de veranderingen welke zich onder de schatplichtigen of in de eigendommen voordoen in de geschriften aan te stippen en er zich van te vergewissen dat de uit hunne verrichtingen voortvloeiende aanslagen een tiende van het kadastraal inkomen niet overtreffen.

Ten einde deze ongemakken te voorkomen heeft de Regeering de bevoegde diensten gelast na te gaan of niet doenlijk zijn zou de belangrijkheid van dit werk te verminderen door het aannemen van zoo eenvoudig mogelijke grondslagen. Het denkkeeld hoogerbedoelde lasten en uitgaven te dekken door het treffen van bijzondere opcentiemen werd van de hand gewezen, daar deze maatregel, inzonderheid in de gewesten waar het stelsel der splitsing van de grondbelasting weinig toegepast wordt, er zou toe leiden personen te treffen die vreemd zijn aan de gemeente en die er doorgaans uit bewuste openbare diensten geen voordeel trekken.

De verdeling der uitgaven van de wegenis onder al de inwoners der gemeente, naar verhouding van het kadastraal inkomen der door hen bewoonde eigendommen, blijkt de meest billijke oplossing. Van 't oogenblik af dat zij op één tiende van vorenvermeld inkomen beperkt wordt, valt er ter zake geen misbruik te duchten.

In dien zin is artikel 2 van het ontwerp opgevat, hetwelk eveneens beoogt het vraagstuk van de gemeentebelastingen op het vee te regelen.

Daar deze belastingen gekenmerkt zijn door nadeelen, namelijk door het feit dat zij de gemeenten welke de zetel zijn van over verschillende gemeenten uitgestrekte landbouwexploitaties buitenmate bevoordeelen, lijkt het te verkiezen ze te vervangen door eene bijzondere taxe — *beperkt tot één twintigste van het kadastraal inkomen* — op de gronden aangewend tot landbouw-, bosch- en moesteltexploitatie, alsook op de lust- of andere parken en tuinen waarvan de oppervlakte meer dan 10 ares bedraagt.

De aanneming, ter zake, van eene geringere quotiteit dan die hierboven voorzien voor de gebouwde eigendommen wordt gerechtvaardigd door de bijzondere ligging van de meeste landbouwexploitaties welke, door hunne verspreiding in het open veld, op zekeren afstand van de bebouwde agglome-

raties, veel minder dan deze laatste kunnen genieten van de eigenlijke stadsdiensten welke dikwijls zeer hooge uitgaven vergen (kosten van bestrating, van schoonmaak en verlichting der straten, van onderhoud van riolen, enz.).

Als gevolg van art. 2, voorziet art. 3 de afschaffing van de taxes op het vee met ingang van het dienstjaar 1923.

De Regeering meent te moeten aandringen op het voordeel dat zou voortvloeien uit de onmiddellijke goedkeuring van dit ontwerp, opdat, van het loopende jaar af, eene billijkere omdeeling der wegenisuitgaven, alsook eene merkelijke vermindering der zettingskosten van de ter compensatie dezer uitgaven geheven taxes zouden kunnen bewerkstelligd worden.

Het hoeft geen betoog dat, zooals in het verleden, het aanwenden van dit fiscaal middel enkel zou toegelaten worden wanneer de gemeenten het bewijs leveren van werkelijken geldnood en van de onmogelijkheid om zich voldoende inkomsten te verschaffen door de gewone belastingen en de opcentiemen gevestigd op de hoofdsom dezer belastingen. Ook die opcentiemen zullen dan nog afhankelijk gesteld worden van dringende begrootingsbehoeften.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

De Minister van Binnenlandsche
Zaken en Volksgezondheid,
PAUL BERRYER.
